

AP n° 2025-R-147-IC

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant REFUS d'autorisation environnementale d'exploiter
une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent
SEPE du Bois Chantret - Parc éolien du Bois Chantret
Commune de Joiselle (51310)

Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment le titre Ier du livre V, le titre II du livre Ier, le titre Ier du livre IV et les articles L. 110-1, L. 181-1, L. 181-9, L. 411-1, L. 411-2, L. 511-1, R. 122-5, R. 181-34 et R. 411-1 ;
Vu le Code du patrimoine ;
Vu le Code de l'énergie ;
Vu le Code de l'urbanisme ;
Vu le Code de la défense ;
Vu la convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), adoptée à Paris, le 16 novembre 1972 ;
Vu la Convention Européenne du Paysage ;
Vu la loi n° 2005-1272 du 13 octobre 2005 approuvant la Convention Européenne du Paysage ;
Vu le décret d'application n° 2006-1643 du 20 décembre 2006 mettant en œuvre la Convention Européenne du Paysage ;
Vu l'inscription du Bien « Maisons, Coteaux et Caves de Champagne » sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO en date du 4 juillet 2015 ;
Vu l'engagement de la France à protéger et préserver les biens classés au patrimoine mondial ;
Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;
Vu le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;
Vu le décret n° 2017-82 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;
Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne ;
Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) arrêté le 24 janvier 2020, et notamment sa règle générale n° 5 ;

Vu le Schéma Régional Éolien (SRE) du Grand Est approuvé en mai 2012 ;

Vu la demande d'autorisation environnementale présentée le 4 mai 2021 par la société SEPE de Bois Chantret, dont le siège social est situé 134 rue de Beauvais à Margny-les-Compiègne (60280), en vue d'obtenir une autorisation environnementale d'exploiter une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant plusieurs aérogénérateurs d'une puissance maximale de 25,2 MW, ainsi que de postes de livraison sur la commune de Joiselle ;

Vu les pièces complémentaires déposées le 3 mars 2023 ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 27 novembre 2023 ;

Vu le registre d'enquête et le rapport et l'avis défavorable du commissaire enquêteur du 6 janvier 2025 ;

Vu les avis favorables de la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) en date du 29 juillet 2021 ;

Vu les avis favorables de l'Armée de l'Air, Commandement de la Défense aérienne et des opérations aériennes, Zone aérienne défense Nord en date du 9 août 2021, avec réserve ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés, dont la Direction départementale des territoires de la Marne, l'Agence régionale de santé, la Chambre d'agriculture de la Marne (défavorable), la Mission Coteaux Maisons et Caves de Champagne (défavorable), le Conseil départemental de la Marne, l'Institut National de l'origine et de la qualité (INAO), GRT gaz ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes concernées durant l'enquête publique (6 avis favorables, 6 avis défavorables, 10 communes non exprimées), et ceux de la commune d'implantation du projet (Avis favorable de la commune de Joiselle) ;

Vu les avis défavorables émis par la Communauté de communes du Provinois, la Communauté de communes de Sézanne-Sud Ouest marnais ainsi que la ville médiévale de Provins (77) ;

Vu le rapport du 3 mars 2025 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) de la Marne, en date du 2 avril 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral de refus d'autorisation porté à la connaissance du pétitionnaire le 5 mai 2025, par courrier du 28 avril 2025, et l'absence de remarques de celui-ci dans le cadre de la procédure contradictoire dans les délais impartis.

Considérant que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation environnementale au titre du livre I, titre VIII, chapitre I du Code de l'environnement ;

Considérant la demande d'autorisation environnementale concernant un projet de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent consistant en l'implantation de six aérogénérateurs de 4,2 MW maximum et deux postes de livraison ;

Considérant que le choix d'implantation des éoliennes ne vise pas à densifier un pôle éolien existant, ce qui va à l'encontre des recommandations du Schéma régional éolien de l'ex-région Champagne-Ardenne, et crée, au contraire, un mitage du paysage, fermant de rares espaces de respiration visuels dans ce secteur déjà saturé ;

Considérant que le projet est situé à 10,5 km du vignoble de Bergères-sous-Montmirail sur les coteaux du Petit Morin faisant partie de la zone d'engagement du Bien "Coteaux, Maisons et Caves de Champagne" inscrit au Patrimoine mondial de l'UNESCO ;

Considérant que le Bien "Coteaux Maisons et Caves de Champagne" inscrit au Patrimoine mondial de l'UNESCO comporte une « zone centrale » qui regroupe les coteaux historiques allant de Cumières à Mareuil-sur-Aÿ, la colline Saint-Nicaise à Reims et l'avenue de Champagne à Épernay, augmentée d'une « zone d'engagement » correspondant aux 320 villages de l'appellation Champagne ;

Considérant que le Bien s'identifie par la Cuesta d'Île-de-France, ses vignobles à flancs de coteaux ainsi que par les crêtes boisées couronnant la Cuesta et les villages blottis au creux de petits vallons ;

Considérant que la zone d'engagement rassemble des lieux étroitement liés au processus d'élaboration du vin de champagne qui, avec la zone centrale, offrent une interprétation complète du paysage culturel viticole champenois et sont soumis aux mêmes exigences de préservation ;

Considérant que cette zone d'engagement constitue, dans l'environnement du Bien, un ensemble géographique, historique et paysager cohérent à protéger et forme donc un écrin sans lequel la valeur du Bien ne pourrait être comprise ;

Considérant que le projet serait en covisibilité directe et incontestable avec le vignoble et qu'il augmenterait l'emprise horizontale du motif éolien ;

Considérant que le projet, de par sa localisation, remet en question une des composantes caractéristiques du paysage reconnu comme remarquable par l'UNESCO et altère l'état de conservation de la zone d'engagement du Bien ;

Considérant la topographie, la distance par rapport aux habitations et le fait que le projet se situe sur un plateau sans filtre de relief ni filtre végétal ;

Considérant que l'éolienne E6, la plus proche du village de Champguyon-Haut, est située à seulement 1 140 m des premières habitations et que le surplomb du village de Champguyon-Haut a été mis en évidence dans l'étude paysagère ;

Considérant que l'éolienne E4, la plus proche du village de Joiselle, est située à seulement 913 m du centre du village et que le surplomb du village de Joiselle a été mis en évidence dans l'étude paysagère ;

Considérant que les photomontages fournis par le pétitionnaire témoignent de la forte prégnance des éoliennes depuis les villages de Joiselle et Champguyon-Haut ;

Considérant l'orientation des habitations sur l'ouest de Champguyon-Haut dont les jardins donnent directement sur les aérogénérateurs ;

Considérant que, compte-tenu de la faible distance d'éloignement à Champguyon-Haut, la topographie du secteur et la grande hauteur des machines, les plantations envisagées dans le cadre de la bourse aux arbres ne permettront pas de masquer les machines depuis les habitations du village ;

Considérant que, compte-tenu de la faible distance d'éloignement à Joiselle et la grande hauteur des machines, les plantations envisagées dans le cadre de la bourse aux arbres ne permettront pas de masquer les machines depuis les habitations du village ;

Considérant que, d'après le diagramme d'encerclement théorique, le plus grand angle de respiration sans éolienne passe de 150 ° à 54° pour Joiselle ;

Considérant que, d'après le diagramme d'encerclement théorique, le plus grand angle de respiration sans éolienne passe de 127° à 68° pour Champguyon-Haut ;

Considérant que les photomontages fournis par le pétitionnaire permettent de confirmer visuellement le phénomène d'encerclement décrit par les diagrammes d'encerclement théorique sur les villages de Joiselle et Champguyon-Haut ;

Considérant que ce projet va à l'encontre de la règle générale n° 5 du SRADDET - qui précise qu'il faut « développer la production d'énergie éolienne sur le territoire dans le respect de la fonctionnalité des milieux et de la qualité paysagère et qu'une attention et une vigilance particulière sera portée quant aux phénomènes d'encerclement et de saturation » ;

Considérant que l'examen du dossier déposé par le pétitionnaire relatif à l'évaluation de l'impact du projet sur le cadre de vie des habitants de Joiselle et Champguyon-Haut démontre un effet d'encerclement et de saturation par le cumul avec les effets des parcs déjà implantés au sud et à l'est de ces villages ;

Considérant que l'implantation du parc est perpendiculaire à un couloir de migration avifaune moyennement fréquentés ;

Considérant l'insuffisance de l'étude de l'impact cumulé sur l'avifaune avec les parcs de Champguyon et Champ de l'Alouette ;

Considérant que trois machines sont à moins de 200 m de boisements dont la sensibilité pour les chiroptères est décrite comme moyenne à forte dans l'étude d'impact ;

Considérant que le bridage chiroptères est une mesure de réduction et doit être proposé après avoir étudié des mesures d'évitement suffisamment efficaces pour prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que le pétitionnaire n'a pas été en capacité de proposer des mesures efficaces d'évitement, de réduction ou de compensation destinées à atténuer l'impact de ces machines de grande hauteur ;

Considérant qu'il résulte de l'article L. 511-1 du Code de l'environnement que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients que présente l'exploitation pour la protection de l'environnement, des paysages, la conservation des sites et monuments peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que l'installation ne peut être autorisée que si les principes des mesures à la charge du pétitionnaire ou du maître d'ouvrage, destinées à éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine, réduisent les effets n'ayant pas pu être évités et, lorsque cela est possible, compensent les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits ;

Considérant, qu'en application de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, selon les cas ;

Considérant que le projet tel que présenté porterait atteinte de façon irréversible aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'en l'état, le projet éolien ne peut être accordé et doit donc être refusé.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRÊTE

Article 1 : Domaine d'application

L'implantation et l'exploitation de six éoliennes et de deux postes de livraisons composant le parc éolien dit de Bois Chantret, pour lequel la société SEPE de Bois Chantret, dont le siège social est situé 134 rue de Beauvais - Margny-les-Compiègne (60280), a déposé la demande d'autorisation environnementale sus-visée, sont refusées.

Les installations concernées étaient prévues sur la commune, parcelles et lieux-dits suivants :

éoliennes et postes de livraison	Coordonnées Lambert		Altitude en bout de pâle (mNGF)	Commune	Parcelles cadastrales
	RGF 93 X	Y			
N1	735103	6852660	343	Joiselle	ZB13
N2	736008	6852704	356	Joiselle	ZB19
N3	736781	6853101	347	Joiselle	ZD04
N4	737689	6853319	358	Joiselle	ZE02
N5	738255	6853312	352	Joiselle	ZE26
N6	738707	6853030	346	Joiselle	ZA41

PDL1	-	-	-	Joiselle	ZD01
PDL2	-	-	-	Joiselle	ZE07

et présentait les caractéristiques suivantes :

- Hauteur maximale en bout de pale : 180 mètres
- Puissance unitaire maximale : 4,2 MW

Article 2 : Délais et voies de recours

En application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant la Cour administrative d'appel de Nancy – 6 rue du Haut Bourgeois – CS50015 – 54035 NANCY Cedex ; (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr) :

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

Conformément à l'article L. 411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

Article 3 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale – Marne de l'Agence régionale de santé Grand Est, au Service départemental d'incendie et de secours de la Marne, ainsi qu'à la Direction de l'Agence de l'eau Seine-Normandie.

Les Maires de Champguyon, Courgivaux, Esternay, Joiselle, La Chapelle-Moutils, La Noue, Le Gault-Soigny, Le Vezier, Les Essarts-les-Sézanne, Mécringes, Meilleray, Montceaux-les-Provins, Montenils, Montmirail, Montolivet, Morsains, Neuvy, Réveillon, Rieux, Saint-Martin-du-Boschet, Trefols et Villeneuve-la-Lionne en donneront communication à leurs conseils municipaux.

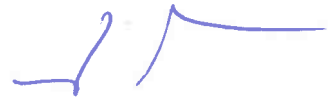
Notification en sera faite, sous pli recommandé, à la société ALTERRIC, 134 rue de Beauvais - Margny-les-Compiègne (60280).

Le Maire de Joiselle procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. À l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

L'arrêté préfectoral sera publié sur le site internet des services de l'État dans la Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Châlons-en-Champagne, le **1^{er} JUIL. 2025**

Le Préfet,



Henri PREVOST